

France Télécom attend de bons chiffres.

Promesses?

Alors que l'action France Télécom semble revenir en grâce, le groupe se dit aujourd'hui confiant quant à ses résultats.

« Grâce aux efforts mis en oeuvre au 4ème trimestre, France Télécom confirme que son Ebitda 2002 sera largement supérieur au consensus du marché et que ses dépenses d'investissement seront inférieures aux prévisions du marché », indique le groupe dans un communiqué. Il tablait jusqu'ici sur un Ebitda de 14,5 milliards d'euros et sur des investissements d'environ 8 milliards. De telles performances permettraient à l'opérateur de commencer à réduire sa dette nette, qui était estimée à 70 milliards à la fin du premier semestre. Pourtant, les déclarations optimistes de l'entreprise laissent dubitatifs les analystes et les observateurs. « Il faut que France Télécom explique comment en un seul trimestre il peut faire en sorte que l'Ebitda devienne largement supérieur au consensus », a déclaré à Reuters un spécialiste du secteur travaillant pour une grande banque française. Même position de la part d'un courtier: « Je pense qu'il peut aller jusqu'à 14,8 milliards d'euros d'Ebitda mais au-delà je ne vois pas comment ». **Chiffre d'affaires: +8% en 2002** Si le chiffre exact de l'Ebitda n'est pas encore connu, le chiffre d'affaires 2002 est lui officiel. Il est en ligne avec les prévisions avec 46.630 millions d'euros, soit une progression de 8,4%. Comme l'année précédente, c'est Orange qui a boosté la croissance du groupe. Le chiffre d'affaires de la filiale mobile a atteint 16.660 millions d'euros, soit une hausse de 12,8%. Belle progression également pour Wanadoo qui, comme nous l'annoncions la semaine dernière, progresse de 33% à 2 millions d'euros. **Services fixes en chute** Néanmoins, le segment « services fixes, voix et données en France », longtemps vache à lait du groupe, a accusé un nouveau recul d'activité (-5,7% à 18.703 millions d'euros) en raison de la dégradation continue de la téléphonie fixe en France (-7,2% à 13.734 millions). Le groupe a vu sa part de marché sur les communications locales chuter de 96,9% fin décembre 2001 à 80,9% fin 2002 après une année seulement de concurrence dans ce secteur. La part de marché est pourtant maintenue sur les communications longue distance (64,3% contre 64,6%). Ce sont les services fixes à l'international qui progressent le plus avec +34% à 9.332 millions d'euros. **Bruxelles va enquêter**

Une double enquête est sur le point d'être lancée par le redouté Mario Monti, le commissaire à la concurrence de la Commission européenne. -La première concerne la mise à disposition de 9 milliards d'euros par l'Etat. Un crédit qui pourrait être considéré comme une aide illégale. -La deuxième porte sur le régime dérogatoire de la taxe professionnelle dont l'opérateur bénéficie. Ce régime pourrait, lui aussi, s'apparenter à une aide déguisée de l'Etat.